



USAID | **HAITI MSME**
FROM THE AMERICAN PEOPLE

RECENSEMENT SUR L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE HAITIENNE

2007-2008

AOUT 2009

This presentation was produced for review by the United States Agency for International Development for DAI under contract number GEG-I-04-02-00011-00 for the USAID/Haiti MSME Project. It was prepared by Lhermite François of Strategic Management Group (SMG).

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	III
TABLEAUX	VII
INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS	1
I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI	5
II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT	1
III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE	3
IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES	5
1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES	5
1. La dimension du personnel des IMF étudiées.....	5
2. La taille et la couverture du réseau	5
3. L'âge moyen des IMF	5
4. La Taille du bilan	5
2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	7
1. Nombre d'emprunteurs	7
2. Nombre de déposants	9
3. Volume d'épargne	10
4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des bénéficiaires et du type d'institutions	11
5. Répartition du portefeuille en fonction de la méthodologie de crédit utilisée.....	12
6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des bénéficiaires	12
7. Ventilation du portefeuille par localité et type d'institutions	12
3. ASPECTS MANAGERIAUX	18
1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle	18
i. Gestion Administrative	18
ii. Gestion Financière	18
iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »	18
4. ASPECTS MARKETING	20
1. Le produit Mix.....	20

i.	Tarification des prêts et des dépôts.....	20
	5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIEES	21
	1. Structure Financière.....	21
	2. Performance Financière.....	21
	3. Autosuffisance opérationnelle et Financière.	21
	4. Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE).....	22
	5. Rendement brut et Marge d'intermédiation.....	22
	6. Efficience opérationnelle	22
	7. Productivité du personnel.....	23
	8. Qualité de l'actif.....	23
i.	La qualité du portefeuille.....	23
ii.	Le taux de l'actif sujet à risque.....	23
iii.	Taux d'actifs générateurs de revenus.....	23
	6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT.....	23
	1. Emplois directs.....	23
	2. Valeur ajoutée générée et revenus de salaires...	24
	V. ANALYSE INFERENTIELLE	29
	1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHE RETENUS	29
	2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS	29
	3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES	30
	1. Taille et répartition du marché en termes d'actif, de portefeuille et d'épargne.....	30
	2. Revenus brut générés et profits réalisés.....	30
	3. Valeur ajoutée et emplois.....	31
	VI. ANALYSE COMPARATIVE	35
	1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ÉCHANTILLON.	35
	2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2008 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.	35
	3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE.....	36
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	39
	VII. ANNEXES	42
	1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS	42
	1. Qualité de l'actif.....	42
	2. Portefeuille à risque	42

	3. Taux de remboursement	42
	4. Politique de Crédit.....	43
i.	Taux d'intérêt nominal.....	43
ii.	Intérêt dégressif.....	43
iii.	Intérêt linéaire (flat).....	43
iv.	Taux d'intérêt effectif annuel	43
v.	Épargne forcée ou obligatoire.....	43
vi.	Frais de dossier	43
vii.	Durée des prêts.....	44
	5. Structure financière	44
	6. Performance financière	44
i.	Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS).....	44
ii.	Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS).....	44
iii.	La marge d'intermédiation.....	44
iv.	Efficiences administratives	44
	7. Productivité	45
i.	Productivité du personnel	45
ii.	Productivité du réseau.....	45
	8. Méthodologie de crédit	45
i.	Crédit individuel	45
ii.	Banque communautaire (BC)	45
iii.	Groupe solidaire (GS).....	45
iv.	Mutuelle de solidarité (MS).....	46
	9. Les bases d'analyses et les indicateurs	47
	2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION.....	51
	3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN	55
	1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2006 et 2007	55
	2. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années	56
	3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années.....	57
	4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	59

5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON	60
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	62
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	74
	1. SMG/UniQ	74
	2. Haïti MSME	74
	3. DID	74
	4. ANACAPH	74
	5. KNFP	74
	6. ANIMH	74

TABLEAUX

TABLEAUX

Le Tableau Ci: Dessous Est Consacré À La Définition Des Quotas Et Des Sous-Quotas.....	4
Tableau 1: Nombre D'institutions, D'employés Et De Bureaux	5
Tableau 1A: Nombre D'institutions, D'employés Et De Bureaux.....	6
Tableau 2: Nombre D'années D'expérience, Taille Du Bilan Et Du Personnel (Totale, Catégorie Et Moyenne).....	6
Tableau 2A: Nombre D'années D'expérience, Taille Du Bilan Et Du Personnel (Totale, Catégorie Et Moyenne)	7
Tableau 3: Nombre D'emprunteurs: Ventilation En Fonction Du Sexe Et Du Type D'institution.....	7
Tableau 3A: Nombre D'emprunteurs: Ventilation En Fonction Du Sexe Et Du Type D'institution.....	8
Tableau 4: Nombre D'emprunteurs: Ventilation En Fonction De La Méthodologie Et Du Type D'institution	8
Tableau 4A: Nombre D'emprunteurs: Ventilation En Fonction De La Méthodologie Et Du Type D'institution	8
Tableau 5: Nombre D'emprunteurs: Ventilation En Fonction De Leur Sexe Et De La Localisation Du Siège Error! Bookmark not defined.	
Tableau 6: Nombre D'épargnants: Ventilation En Fonction Du Type D'épargne Et D'institution	9
Tableau 6A: Nombre D'épargnants: Ventilation En Fonction Du Type D'épargne Et D'institution.....	10
Tableau 7: Nombre D'épargnants: Ventilation En Fonction Du Type D'épargne Et De La Localisation Du Siège	10
Tableau 8: Volume D'épargne 2007: Ventilation En Fonction Du Type D'épargne Et D'institution	11
Tableau 8A: Volume D'épargne 2007: Ventilation En Fonction Du Type D'épargne Et D'institution	11
Tableau 9: Portefeuille Brut 2007: Ventilation En Fonction Du Sexe Et Du Type D'institution	12
Tableau 9A: Portefeuille Brut 2007: Ventilation En Fonction Du Sexe Et Du Type L'institution.....	12
Tableau 10: Portefeuille Brut 2007: Ventilation Par Activité Bénéficiaire Et Par Type D'institution	13
Tableau 10A: Portefeuille Brut 2007: Ventilation Par Activité Bénéficiaire Et Par Type D'institution	13

Tableau 11: Portefeuille Brut 2007 : Ventilation Par Localité Bénéficiaire Et Par Type D'institution	14
Tableau 11A: Portefeuille Brut 2007 : Ventilation Par Localité Bénéficiaire Et Par Type D'institution	14
Tableau 12: Nombre De Niveaux De Mangement Et Fonctionnalité Des Organes De Gestion	19
Tableau 13: Qualité De La Gestion Administrative.....	19
Tableau 14: Qualité De La Gestion Financière	19
Tableau 15: Qualité Du "Credit Process" Dans Son Ensemble.....	19
Tableau 16: Produits Autre Que L'épargne Et Le Crédit Offerts Par Les IMF En Haïti – Tarification Des Crédits Et Des Ressources	20
Tableau 17: Structure Du Secteur	30
Tableau 18 : Poids De L'échantillon Par Rapport Au Secteur	35
Tableau 18a: Rapprochement 2004, 2006 Et 2007.....	36
Tableau 19: Etats Des Résultats Consolidés: Exercice 2006-2007	36
Table 19A: Bilan Consolidé Au 30 Septembre 2007	37
Tableau 19 (Suite).....	Error! Bookmark not defined.
Les Bases D'analyses Et Les Indicateurs (Suite).....	48
Les Bases D'analyses Et Les Indicateurs (Suite).....	49
Les Bases D'analyses Et Les Indicateurs (Suite).....	50
Les Bases D'analyses Et Les Indicateurs (Suite).....	51
Tableau 20: Synthèse Des Données Économiques, Financières Et Sociales (1996 À 2002)	51
Tableau 20 (Suite) Synthèse Des Données Economiques, Financières Et Sociales (1996 A 2002)	52
Tableau 21: Synthèse Des Données Économiques, Financières Et Sociales (2001 À 2007)	53
Tableau 21 (Suite) : Synthèse Des Données Economiques, Financières Et Sociales (2001 A 2007)	54

INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

L'USAID/Haïti, dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti et de son projet HAITI MSME, et en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, avait lancé, au début de l'année 2008, un processus de constitution d'une base de données sur le secteur de la microfinance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur.
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance.
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks).
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

La première étude a été réalisée par la firme **Strategic Management Group** (SMG-HAITI) durant l'été 2008 et a porté sur les données des exercices 2005-2006 et 2006-2007. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été largement diffusé. Ce rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante : <xxxxxxx>

Il s'agit de maintenant de réaliser la même étude pour l'exercice 2007-2008, dont les résultats font l'objet du présent rapport. Cette deuxième étude a été réalisée avec l'appui de l'Université Quisqueya et selon la même approche que la précédente auprès du même échantillon (les mêmes institutions interrogées précédemment). Il s'agit de 80 institutions dont 64 caisses populaires, 12 ONG-Fondation-Association et 4 IMF considérées comme des filiales, satellites ou unités spécialisées de banques commerciales.

Il a été décidé de structurer le rapport de la même manière que l'année dernière afin de mieux mettre en évidence l'évolution de la performance et de la situation du secteur entre les deux (2) périodes.

Les principaux résultats de l'étude (pour l'exercice 2007-2008) sont résumés comme ci-dessous :

1. Les 80 IMF participant à l'enquête ont en moyenne 14.4 années d'opération en tant qu'IMF. Elles gèrent un réseau de 233 bureaux, soit 2.9 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total par institution variant de 0.2 à 659 millions de gourdes (moyenne 60.2 millions) et un personnel de 1 à 400 employés (moyenne 33). Leur actif total consolidé est de 4.8 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 3.08 milliards de gourdes réparti entre 169,363 emprunteurs dont 130,533 femmes (77.07%) contrôlant 52.60% du portefeuille et 38,830 hommes (22.93%) pour 47.40% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 24,679 de ce nombre total d'emprunteurs.
2. Les IMF de l'enquête gèrent un volume de dépôts de 1.74 milliards de gourdes pour un total de 309,428 déposants dont 264,116 volontaires et 45,312 obligatoires.
3. Le nombre de déposants a augmenté de 24.6% en 2008 par rapport à 2007. Cette augmentation semble être due à la performance des grandes caisses qui ont vu leur nombre de déposants augmenter de 38% et des moyennes caisses (faisant partie du réseau DID) qui ont affiché un taux de croissance de 31% au niveau du nombre de déposants.

4. Les caisses populaires contrôlent 66.80% de dépôts et 51.96% de déposants soit 1.16 milliards de gourdes pour 255,368 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 5,721 gourdes, et représente 11.52% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 255,368 déposants financent 24,679 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
5. 45.19% du nombre et 84.17% de l'encours de crédits de l'échantillon sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
6. 57.86% du portefeuille de crédit des IMF participant à l'enquête est en dehors de Port-au-Prince (villes de province et milieux ruraux).
7. La taille moyenne d'une IMF de l'échantillon est de 60.2 millions de gourdes en termes d'actif et 38.5 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 362.4 et 279.0 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), est de seulement 24.7 et 15.2 millions de gourdes pour les caisses populaires.
8. Les IMF participant à l'enquête ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 22.47% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à une autre. Il est de 48% pour les ONG et en dessous de 10% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
9. La composition du passif des IMF de l'enquête varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (89%, ce n'est évidemment pas le cas pour les Associations, les ONG, fondations caractérisés par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leur ressources (52-92%).
10. Les IMF de l'échantillon génèrent des revenus bruts consolidés de 1,520.1 millions de gourdes pour l'exercice 2007-2008 et dégagent en bénéfice net consolidé de 67.9 millions de gourdes, soit une marge nette de 4.47%. Un ROA de 1.52%, un ROE de 5.92% (compte tenu des subventions).
11. Le rendement brut moyen du portefeuille des IMF participantes est de 46.15% alors que le coût moyen des dettes est de 4.20%, soit une marge brute d'intermédiation de 41.96%.
12. Les IMF de l'enquête font montre d'un manque d'efficience administrative en affichant un ratio moyen Dépenses administratives/portefeuille brut de 39.42%, avec une légère amélioration par rapport à 2007.
13. Le portefeuille à risque (PAR) des IMF étudiées est de 14.58% du portefeuille brut. Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre est en légère détérioration par rapport à 2007 où il était à 12.34%.
14. 28.57% des actifs des IMF étudiées ne sont pas générateurs de revenus (encaisse, immobilisation et autres).
15. Le crédit et l'épargne continuent de perdre leur exclusivité dans le « product-mix » des IMF qui maintiennent leur politique d'accompagnement de leurs produits traditionnels d'autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
16. Un certain nombre d'IMF commencent à utiliser la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Un total de 30 des 80 IMF étudiées utilise une technologie allant du guichet ambulant aux cartes à puce, dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.
17. Les IMF étudiées emploient un total de 2,613 personnes et leur versent une rémunération brute annuelle de 633.3 millions de gourdes.
18. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 1.38 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 17.3 millions de gourdes. A noter que plus de 45.85% de cette valeur ajoutée vont aux employés sous forme de salaires.

19. En inférant les résultats de l'échantillon à la population totale des IMF, on peut ...

évaluer à 6.3 milliards de gourdes la taille du bilan consolidé du secteur de la microfinance en Haïti (actif total) ;

évaluer le marché de la microfinance à 4.04 milliards de gourdes en termes de crédit ;

estimer à 245,906 le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);

évaluer à 799,455 le nombre de déposants du secteur de la microfinance et à 2,6 milliards de gourdes le volume de dépôts en circulation dans le secteur;

Estimer à 3,845 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et à 249,751 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,845 emplois internes)

Estimer à 1.7 milliards de gourdes la valeur ajoutée directe créée par les IMF.

I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé de l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (Associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction du nouveau leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe

ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou de reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisant l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite en 2001 des pyramides financières déguisées en coopératives ont donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer plus tard au sein de la BRH une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur

Sept (7) banques commerciales

Une banque de logement

Deux (2) institutions financières de développement

Un (1) banque d'affaires

Une douzaine (12) de compagnies d'assurance

Une (1) société de fiducie

Une douzaine (12) de bureaux de transfert

Une demi-douzaine (6) de fonds de pension

Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programmes (Haïti MSME, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
 - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires
 - Une vingtaine (20) ONG/Fondations/Associations

– Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à l'année dernière. Elle a porté sur les données arrêtées au 30 Septembre 2007 et sur le même échantillon de cette année (2008), en termes de taille et d'institutions participantes. Elle a permis d'aboutir aux principaux résultats suivants :

1. Les 80 IMF participant à l'enquête (de 2007) géraient un réseau de 220 bureaux, soit 2.75 bureaux par institution. Elles faisaient l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total par institution variant de 0.2 à 614 millions de gourdes (moyenne 51.2 millions) et un personnel de 1 à 339 employés (moyenne 30). Leur actif total consolidé était de 4.1 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé était à 2.8 milliards de gourdes réparti entre 164,882 emprunteurs dont 126,667 femmes (76.82%) contrôlant 56.32% du portefeuille et 38,215 hommes (23.18%) pour 43.68% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptaient 21,441 de ce nombre total d'emprunteurs.
2. Les IMF de l'enquête géraient un volume de dépôts de 1.37 milliards de gourdes pour un total de 394,536 déposants dont 337,037 volontaires et 57,499 obligatoires.
3. Les caisses populaires contrôlaient 67.96% de dépôts et 48.64% de déposants, soit 934.1 millions de gourdes pour 191,908 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant était est de 4,867 gourdes, et représentait 12.74% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 191,908 déposants finançaient 21,411 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
4. 44.62% du nombre et 83.30% de l'encours de crédits de l'échantillon étaient octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit dominait toutes les catégories d'institutions.
5. 58.71% du portefeuille de crédit des IMF participant à l'enquête était en dehors de Port-au-Prince (villes de province et milieux ruraux).
6. La taille moyenne d'une IMF de l'échantillon était de 51.2 millions de gourdes en termes d'actif et 35.1 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne variait grandement d'un type d'institution à une autre. Elle était, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 343.0 et 278.6 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), était de seulement 21.7 et 12.9 millions de gourdes pour les caisses populaires.
7. Les IMF participant à l'enquête avaient en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 26.10% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres variait grandement d'un type d'institution à une autre. Il était de près de 60% pour les ONG et en dessous de 14% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
8. La composition du passif des IMF de l'enquête variait grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires était prédominé par les dépôts de la clientèle (90%+), ce n'était évidemment pas le cas pour les Associations, les ONG, fondations caractérisés par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leur ressources (53-92%).

9. Les IMF de l'échantillon généraient des revenus bruts consolidés de 1,563.7 millions de gourdes pour l'exercice 2006-2007 et dégageaient en bénéfice net consolidé de 214.3 millions de gourdes, soit une marge nette de 13.7%. Un ROA de 5.56%, un ROE de 20.24% (compte tenu des subventions).
10. Le rendement brut moyen du portefeuille des IMF participantes était de 55.62% alors que le coût moyen des dettes était de 5.13%, soit une marge brute d'intermédiation de 47.31%.
11. Les IMF de l'enquête faisaient montre d'un manque d'efficacité administrative en affichant un ratio moyen Dépenses administratives/portefeuille brut de 40.17%, avec une nette tendance à la détérioration par rapport à 2006.
12. Le portefeuille à risque (PAR) des IMF étudiées était de 12.34% du portefeuille brut. Ce ratio qui faisait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre est en légère détérioration par rapport à 2006 où il avait été à 11.26%.
13. 28.69% des actifs des IMF étudiées n'étaient pas générateurs de revenus (encaisse, immobilisation et autres).
14. Le crédit et l'épargne n'avaient plus l'exclusivité dans le « product-mix » des IMF. Ces dernières commençaient à accompagner leurs produits traditionnels d'un ou de plusieurs autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
15. Un certain nombre d'IMF commençaient à utiliser la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Un total de 30 des 80 IMF étudiées utilisait une technologie allant du guichet ambulant aux cartes à puce, dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.
16. Les IMF étudiées employaient un total de 2,437 personnes et leur versent une rémunération brute annuelle de 496.8 millions de gourdes.
17. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête était de 1.4 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribuait directement au PIB à hauteur de 17,8 millions de gourdes. A noter que plus de 35% de cette valeur ajoutée allaient aux employés sous forme de salaires.
18. En inférant les résultats de l'échantillon à la population totale des IMF, on pouvait ...
 - évaluer à 5,6 milliards de gourdes la taille du bilan consolidé du secteur de la microfinance en Haïti (actif total) ;
 - évaluer le marché de la microfinance à 3.8 milliards de gourdes en termes de crédit ;
 - estimer à 240,000 le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
 - évaluer à 687,000 le nombre de déposants du secteur de la microfinance et à 3,5 milliards de gourdes le volume de dépôts en circulation dans le secteur;
 - Estimer à 3,615 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et à 243,615 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,615 emplois internes)
 - Estimer à 1.8 milliards de gourdes la valeur ajoutée directe créée par les IMF.

III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMFs que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal et d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous quota, l'on procède soit à un recensement ou à un échantillonnage de convenance, dépendant de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^Y m_i \cdot E_q$$

où

- T_i = La taille du marché selon le critère i
- R_i = Résultat pour chaque quota selon le critère i , ayant fait l'objet d'un recensement
- M_i = le résultat moyen selon le critère i de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- E_q = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- X = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement
- Y = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage

LE TABLEAU CI: DESSOUS EST CONSACRE A LA DEFINITION DES QUOTAS ET DES SOUS-QUOTAS.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque ¹		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	9
		+ Autre caisse	44	31
KNFP ²	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (NO)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Autre caisse	101	6
Total			196	80
%			100%	40.82% ³

¹ Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques soit à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

² Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP. Les IMF présentées sous l'affiliation de KNFP seulement sont des CEC, lesquelles ne sont pas généralement parmi les membres de l'ANIMH

³ Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc).

IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2007-2008. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Les quatre-vingt (80) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

1. LA DIMENSION DU PERSONNEL DES IMF ETUDIEES

L'ensemble des IMF étudiées a un personnel de 2,613 membres dont 1,776 hommes (68%) et 837 femmes (32%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 61 à 71% d'un type d'institution à un autre.

2. LA TAILLE ET LA COUVERTURE DU RESEAU

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 233 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 2.9 bureaux ou succursales par IMF. A noter que, dont 61 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 172 dans les provinces. Des 172 bureaux localisés en province, 51 se trouvent en zones rurales dont 43 appartiennent à des Association, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

3. L'AGE MOYEN DES IMF

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 14.4 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

4. LA TAILLE DU BILAN

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 60.2 millions de gourdes en termes d'actif total. Les CEC sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.23 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 37.7 millions sont aussi en dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banque, Fondation, Associations et autres) ont une taille moyenne de bilan 6 fois supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (réf. Tableau 2 et 2A).

TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux		
Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province

Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC	64	80.00%	567	340	227	75	9	58	8
Banque	4	5.00%	602	411	191	49	21	28	0
ONG	7	8.75%	305	187	118	38	14	14	10
Autres	5	6.25%	1139	838	301	71	17	21	33
Total	80	100.00%	2613	1776	837	233	61	121	51

Au 30/09/08

TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

Type d'institution	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	11	13.75%	278	159	119	19	4	11	4
CEC-Type 2	29	36.25%	219	132	87	32	4	25	3
CEC-Type 3	6	7.50%	32	20	12	6	1	4	1
CEC-Type 4	18	22.50%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	4	5.00%	602	411	191	49	21	28	-
ONG	7	8.75%	305	187	118	38	14	14	10
Autres	5	6.25%	1,139	838	301	71	17	21	33
Total	80	100.00%	2,613	1,776	837	233	61	121	51

Au 30/09/08

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

Type d'institution	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	(2007)		(2007)	
			Actif total	%	Actif total	#employés
CEC	64	14.8	1,724,886,123	35.82%	26,951,346	9
Banque	4	8.8	1,449,590,886	30.11%	362,397,722	151
ONG	7	15.6	263,645,533	5.48%	37,663,648	44
Autres	5	11.4	1,376,834,373	28.59%	275,366,875	228
Total ou moyenne	80	14.4	4,814,956,915	100.00%	60,186,961	33

Au 30/09/08

TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
			(2007)		(2007)	
Type d'institution						
CEC-Type 1	11	19.9	1,231,027,961	25.57%	111,911,633	25
CEC-Type 2	29	13.2	446,522,371	9.27%	15,397,323	8
CEC-Type 3	6	19.2	31,740,007	0.66%	5,290,001	5
CEC-Type 4	18	12.8	15,595,784	0.32%	866,432	2
Banque	4	8.8	1,449,590,886	30.11%	362,397,722	151
ONG	7	15.6	263,645,533	5.48%	37,663,648	44
Autres	5	11.4	1,376,834,373	28.59%	275,366,875	228
Total ou moyenne	80	14.4	4,814,956,915	100.00%	60,186,961	33

Au 30/09/08

2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES

Cette présentation et analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

1. NOMBRE D'EMPRUNTEURS

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF participantes au 30/09/08 s'élève à 169,363 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous échantillons.

Il est à signaler que 45.19% environ des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 46.31% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (7.79%) et de mutuelle solidarité (0.72%).

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC	24,679	14.57%	14,450	37.21%	10,229	7.84%
Banque	26,156	15.44%	10,881	28.02%	15,275	11.70%
ONG	24,545	14.49%	4,775	12.30%	19,770	15.15%
Autres	93,983	55.49%	8,724	22.47%	85,259	65.32%
Total	169,363	100.00%	38,830	100.00%	130,533	100.00%
Pourcentage	100.00%		22.93%		77.07%	

Au 30/09/08

TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	11,980	7.07%	6,852	17.65%	5,128	3.93%
'CEC-Type 2	8,806	5.20%	5,534	14.25%	3,272	2.51%
.CEC-Type 3	1,376	0.81%	682	1.76%	694	0.53%
CEC-Type 4	2,517	1.49%	1,382	3.56%	1,135	0.87%
Banque	26,156	15.44%	10,881	28.02%	15,275	11.70%
ONG	24,545	14.49%	4,775	12.30%	19,770	15.15%
Autres	93,983	55.49%	8,724	22.47%	85,259	65.32%
Total	169,363	100.00%	38,830	100.00%	130,533	100.00%
Pourcentage	100.00%		22.93%		77.07%	

Au 30/09/08

TABLEAU 4: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC	24,679	14.57%	21,770	12	2,873	24
Banque	26,156	15.44%	26,156	-	-	-
ONG	24,545	14.49%	4,494	12,597	7,175	279
Autres	93,983	55.49%	24,107	580	68,381	915
Total	169,363	100.00%	76,527	13,189	78,429	1,218
Pourcentage	100.00%		45.19%	7.79%	46.31%	0.72%

Au 30/09/08

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	11,980	7.07%	10,783	12	1,172	13
'CEC-Type 2	8,806	5.20%	7,264	-	1,534	8
.CEC-Type 3	1,376	0.81%	1,206	-	167	3
CEC-Type 4	2,517	1.49%	2,517	-	-	-

Banque	26,156	15.44%	26,156	-	-	-
ONG	24,545	14.49%	4,494	12,597	7,175	279
Autres	93,983	55.49%	24,107	580	68,381	915
Total	169,363	100.00%	76,527	13,189	78,429	1,218
Pourcentage	100.00%		45.19%	7.79%	46.31%	0.72%

Au 30/09/08

2. NOMBRE DE DEPOSANTS

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 491,424, dont 90.72% sont des déposants volontaires et seulement 9.28% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Épargne forcée). Ainsi le ratio déposant/emprunteurs, est de 2.9, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que près de 52% des épargnants des 80 IMF étudiées sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les autres 48% des déposants du secteur de la microfinance viennent des Associations/Fondations/ONG. Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Par ailleurs, ces filiales réfèrent automatiquement leur client à la maison-mère pour l'ouverture, le cas échéant, de comptes pouvant servir de comptes de transaction. Ce qui tend à sous-estimer le nombre global de comptes (épargne et autres) liés aux activités de microfinance.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC	255,368	51.96%	231,589	51.95%	23,779	52.16%
Banque	4,585	0.93%	4,585	1.03%	-	0.00%
ONG	32,927	6.70%	14,939	3.35%	17,988	39.45%
Autres	198,544	40.40%	194,719	43.68%	3,825	8.39%
Total	491,424	100.00%	445,832	100.00%	45,592	100.00%
Pourcentage	100.00%		90.72%		9.28%	

30/09/08

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	141,938	28.88%	130,127	29.19%	11,811	25.91%
CEC-Type 2	101,890	20.73%	93,098	20.88%	8,792	19.28%
CEC-Type 3	9,404	1.91%	8,104	1.82%	1,300	2.85%
CEC-Type 4	2,136	0.43%	260	0.06%	1,876	4.11%
Banque	4,585	0.93%	4,585	1.03%	-	0.00%
ONG	32,927	6.70%	14,939	3.35%	17,988	39.45%
Autres	198,544	40.40%	194,719	43.68%	3,825	8.39%
Total	491,424	100.00%	445,832	100.00%	45,592	100.00%
Pourcentage	100.00%			90.72%		9.28%

30/09/078

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
Département du siège						
Ouest	297,067	60.45%	270,803	60.74%	26,264	57.61%
Nord	7,777	1.58%	7,266	1.63%	511	1.12%
Sud	46,916	9.55%	43,289	9.71%	3,627	7.96%
Artibonite	52,757	10.74%	48,476	10.87%	4,281	9.39%
Grande-Anse	13,252	2.70%	11,496	2.58%	1,756	3.85%
Sud-est	21,015	4.28%	18,261	4.10%	2,754	6.04%
Centre	16,423	3.34%	14,510	3.25%	1,913	4.20%
Nord-ouest	23,545	4.79%	20,073	4.50%	3,472	7.62%
Nord-est	10,234	2.08%	9,602	2.15%	632	1.39%
Nippes	2,438	0.50%	2,056	0.46%	382	0.84%
Total	491,424	100.00%	445,832	100.00%	45,592	100.00%
Pourcentage	100.00%		90.72%		9.28%	

30/09/08

3. VOLUME D'EPARGNE

Les IMF de l'étude collectent au 30 septembre 2008 1.74 milliards de gourdes d'épargne, dont 83.42% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Epargne et de Crédit, lesquelles contrôlent 63% de l'épargne volontaire et près de 86% de l'épargne obligatoire. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent 35.5% de

l'épargne volontaire et 5% de l'épargne obligatoire. A noter également une part non négligeable des ONG dans l'épargne obligatoire (9.10%). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'EPARGNE 2008: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC	1,160,610,716	66.81%	913,393,048	63.03%	247,217,669	85.80%
Banque	12,571,999	0.72%	12,571,999	0.87%	-	0.00%
ONG	34,850,840	2.01%	8,622,945	0.60%	26,227,896	9.10%
Autres	529,260,143	30.46%	514,583,922	35.51%	14,676,221	5.09%
Total	1,737,293,699	100.00%	1,449,171,913	100.00%	288,121,785	100.00%
Pourcentage	100.00%		83.42%		16.58%	

30/09/08

TABLEAU 8A: VOLUME D'EPARGNE 2008: VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	812,075,388	46.74%	642,795,849	44.36%	169,279,539	58.75%
CEC-Type 2	320,685,221	18.46%	250,205,798	17.27%	70,479,423	24.46%
CEC-Type 3	24,837,249	1.43%	19,015,780	1.31%	5,821,468	2.02%
CEC-Type 4	3,012,858	0.17%	1,375,620	0.09%	1,637,238	0.57%
Banque	12,571,999	0.72%	12,571,999	0.87%	-	0.00%
ONG	34,850,840	2.01%	8,622,945	0.60%	26,227,896	9.10%
Autres	529,260,143	30.46%	514,583,922	35.51%	14,676,221	5.09%
Total	1,737,293,699	100.00%	1,449,171,913	100.00%	288,121,785	100.00%
Pourcentage	100.00%		83.42%		16.58%	

30/9/08

4. VOLUME DU CREDIT : REPARTITION EN FONCTION DU SEXE DES BENEFICIAIRES ET DU TYPE D'INSTITUTIONS

Le portefeuille consolidé de crédit des 80 institutions participant à l'enquête s'élève au 30/09/08 à 3.1 milliards de gourdes dont la plus grande partie (52.60%) va aux femmes. Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent à peu près 35.48% du portefeuille contre plus de 31.61% pour les caisses d'épargne et de crédit, les ONG contrôlent près de 5.72%, alors que la différence 26.41% va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres)

5. REPARTITION DU PORTEFEUILLE EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE DE CREDIT UTILISEE

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé de 80 institutions étudiées, soit 84.17%, alors que les groupes solidaires n'en représentent que 14.38%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) issus des différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 46.31% de l'effectif total, ils ne contrôlent par contre que moins de 15% de l'encours total au 30/09/08. Alors qu'avec un effectif de 76,527 sur total de 169,363 (45.17%), les emprunteurs individuels contrôlent plus de 84% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

6. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITES DES BENEFICIAIRES

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce avec 79.11% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 4 à 6% pour chacun d'eux). La part de l'éducation tout en restant négligeable, a plus que doublé en 2008 par rapport à 2007, passant de 0.26% à 0.64%

7. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR LOCALITE ET TYPE D'INSTITUTIONS

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, près de 58% des prêts constituant le portefeuille des 80 IMF étudiées vont à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (16% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Association/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec un pourcentage de portefeuille allant à la province de 82% et de 59% respectivement.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2008: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC	973,142,766	31.61%	654,284,983	44.84%	318,857,783	19.69%
Banque	1,116,159,266	36.26%	529,918,905	36.32%	586,240,361	36.21%
ONG	176,118,460	5.72%	48,056,202	3.29%	128,062,259	7.91%
Autres	812,904,056	26.41%	226,936,442	15.55%	585,967,614	36.19%
Total	3,078,324,549	100.00%	1,459,196,533	100.00%	1,619,128,016	100.00%
Pourcentage	100.00%		47.40%		52.60%	

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2008: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	657,848,709	21.37%	442,313,781	30.31%	215,534,928	13.31%
'CEC-Type 2	276,929,756	9.00%	189,755,583	13.00%	87,174,173	5.38%
.CEC-Type 3	22,425,019	0.73%	13,464,670	0.92%	8,960,349	0.55%
CEC-Type 4	15,939,282	0.52%	8,750,950	0.60%	7,188,332	0.44%
Banque	1,116,159,266	36.26%	529,918,905	36.32%	586,240,361	36.21%
ONG	176,118,460	5.72%	48,056,202	3.29%	128,062,259	7.91%
Autres	812,904,056	26.41%	226,936,442	15.55%	585,967,614	36.19%
Total	3,078,324,549	100.00%	1,459,196,533	100.00%	1,619,128,016	100.00%
Pourcentage	100.00%		47.40%		52.60%	

30/09/08

TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2008: VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
Type d'institution							
CEC	973,142,766	101,649,852	545,493,397	13,149,873	152,324,165	145,066,107	15,459,372
Banque	1,116,159,266	32,827,173	952,014,718	96,263,858	28,385,848	4,928,277	1,739,392
ONG	176,118,460	4,299,119	160,123,226	6,483,273	3,480,650	-	1,732,193
Autres	812,904,056	9,533,970	777,479,903	24,290,183	400,000	400,000	800,000
Total	3,078,324,549	148,310,114	2,435,111,244	140,187,188	184,590,663	150,394,384	19,730,957
Pourcentage	100.00%	4.82%	79.11%	4.55%	6.00%	4.89%	0.64%

30/09/08

TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2008: VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
Type d'institution							
CEC-Type 1	657,848,709	71,404,259	367,325,635	10,871,148	99,275,482	96,267,447	12,704,737
'CEC-Type 2	276,929,756	26,114,103	148,728,299	2,031,418	50,713,523	46,711,431	2,630,982
.CEC-Type 3	22,425,019	4,106,554	13,525,116	247,307	2,335,160	2,087,229	123,653
CEC-Type 4	15,939,282	24,936	15,914,346	-	-	-	-
Banque	1,116,159,266	32,827,173	952,014,718	96,263,858	28,385,848	4,928,277	1,739,392
ONG	176,118,460	4,299,119	160,123,226	6,483,273	3,480,650	-	1,732,193
Autres	812,904,056	9,533,970	777,479,903	24,290,183	400,000	400,000	800,000
Total	3,078,324,549	148,310,114	2,435,111,244	140,187,188	184,590,663	150,394,384	19,730,957
Pourcentage	100.00%	4.82%	79.11%	4.55%	6.00%	4.89%	0.64%

TABLEAU 11: PORTEFEUILLE BRUT 2008 : VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
Type d'institution				
CEC	973,142,766	178,337,611	672,960,036	121,845,119
Banque	1,116,159,266	677,585,491	438,573,774	-
ONG	176,118,460	106,617,499	54,608,769	14,892,191
Autres	812,904,056	334,550,438	120,426,462	357,927,156
Total	3,078,324,549	1,297,091,039	1,286,569,041	494,664,466
Pourcentage	100.00%	42.14%	41.79%	16.07%

30/09/08

CEC-Type 1	657,848,709	144,051,553	449,277,389	64,519,766
'CEC-Type 2	276,929,756	31,585,558	206,431,193	38,913,005
.CEC-Type 3	22,425,019	2,700,500	17,251,454	2,473,065
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	1,116,159,266	677,585,491	438,573,774	-
ONG	176,118,460	106,617,499	54,608,769	14,892,191
Autres	812,904,056	334,550,438	120,426,462	357,927,156
Total	3,078,324,549	1,297,091,039	1,286,569,041	494,664,466
Pourcentage	100.00%	42.14%	41.79%	16.07%

TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2008 : VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zones rurales
Type d'institution				
CEC-Type 1	657,848,709	144,051,553	449,277,389	64,519,766
'CEC-Type 2	276,929,756	31,585,558	206,431,193	38,913,005
.CEC-Type 3	22,425,019	2,700,500	17,251,454	2,473,065
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	1,116,159,266	677,585,491	438,573,774	-
ONG	176,118,460	106,617,499	54,608,769	14,892,191
Autres	812,904,056	334,550,438	120,426,462	357,927,156
Total	3,078,324,549	1,297,091,039	1,286,569,041	494,664,466
Pourcentage	100.00%	42.14%	41.79%	16.07%

30/09/07

ENCADRÉ 1: SYNTHÈSE

Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon

	2008	2007	Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
			CEC	Banque	ONG	Autres
Données macro-économiques						
Taux d'inflation	19.80%	8.00%				
Taux de change	39.95	36.38				
Revenus per capita en USD	790.18	781.37				
Renenu per capita (gourdes nominales)	31,570	28,427				
Population totale d'IMF	196	196	175	4	10	7
Taille de l'échantillon de l'étude	80	80	64	4	7	5
Données relatives à l'échantillon de 80 institutions en 2008						
Caractéristiques institutionnelles						
Age moyen des institutions	14.4	13.4	14.8	8.8	15.6	11.4
Taille du bilan consolidée	4,814,956,915	4,099,951,945	1,724,886,123	1,449,590,886	263,645,533	1,376,834,373
Taille moyenne du bilan par institution	60,186,961	51,249,399	26,951,346	362,397,722	37,663,648	275,366,875
Nombre total d'employés (consolidé)	2,613	2,437	567	602	305	1,139
Nombre moyen d'employés par institution	33	30	9	151	44	228
Nombre total de succursales (consolidé)	233	220	75	49	38	71
Nombre moyen de succursales par institution	2.9	2.8	1.2	12.3	5.4	14.2

	2008	2007	Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
			CEC	Banque	ONG	Autres
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	172	161	66	28	24	54
Nombre de succursales en zones rurales	51	39	8	0	10	33
Nombre de succursales dans les villes de province	121	122	58	28	14	21
Outreach						
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	169,363	164,886	24,679	26,156	24,545	93,983
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,117	2,061	386	6,539	3,506	18,797
% d'emprunteurs de sexe féminin	77.07%	76.82%	41.45%	58.40%	80.55%	90.72%
Volume consolidé du portefeuille brut	3,078,324,549	2,811,478,982	973,142,766	1,116,159,266	176,118,460	812,904,056
Portefeuille brut moyen par institution	38,479,057	35,143,487	15,205,356	279,039,817	25,159,780	162,580,811
Portefeuille moyen par emprunteur	18,176	17,051	39,432	42,673	7,175	8,649
% du Portefeuille brut allant aux femmes	52.60%	56.32%	32.77%	52.52%	72.71%	72.08%
% du Portefeuille brut allant au commerce	79.11%	81.73%	56.05%	85.29%	90.92%	95.64%
% du Portefeuille brut allant à la production	4.82%	4.59%	10.45%	2.94%	2.44%	1.17%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.55%	4.68%	1.35%	8.62%	3.68%	2.99%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	6.00%	3.86%	15.65%	2.54%	1.98%	0.05%
% du Portefeuille brut allant au logement	4.89%	4.88%	14.91%	0.44%	0.00%	0.05%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.64%	0.26%	1.59%	0.16%	0.98%	0.10%

	2008	2007	Ventilation des indicateurs de 2007 par type d'institution			
			CEC	Banque	ONG	Autres
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	42.14%	41.27%	18.33%	60.71%	60.54%	41.15%
% du portefeuille dans les ville de province	41.79%	46.79%	69.15%	39.29%	31.01%	14.81%
% du portefeuille allant au monde rural	16.07%	11.94%	12.52%	0.00%	8.46%	44.03%
Nombre total de déposants (consolidé)	491,424	394,536	255,368	4,585	32,927	198,544
Nombre moyen de déposants par institution	6,143	4,932	3,990	1,146	4,704	39,709
% de déposants volontaires	90.72%	85.43%	90.69%	100.00%	45.37%	98.07%
Volume consolidé de dépôt	1,737,293,699	1,374,423,654	1,160,610,716	12,571,999	34,850,840	529,260,143
Volume moyen de dépôts par institution	21,716,171	17,180,296	18,134,542	3,143,000	4,978,691	105,852,029
Volume moyen de dépôts par déposant	3,535	3,484	4,545	2,742	1,058	2,666

3. ASPECTS MANAGÉRIAUX

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

L'existence des organes de gestion et de contrôle

Une gestion administrative moderne

L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière

La qualité du processus du crédit (credit process)

1. L'EXISTENCE D'ORGANE DE GESTION ET DE CONTROLE

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.1) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé en moyenne de 7 membres qui se réunissent une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 90% des IMF (74/80) ont un conseil d'administration et 70% un comité de crédit.

i. Gestion Administrative

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tel que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 50 des 80 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 22 sur 80 (22.5%) ont une gestion insuffisante.

ii. Gestion Financière

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF réside à ce niveau, vu que seules 21 des 80 IMF ont une gestion financière pouvant être taxées de très bonne ou de bonne, alors que 37 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 33 IMF ont un bon credit process, sinon acceptable, alors que celui des 47 autres est évidemment insuffisant ou questionnable.

TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
Type d'institution						
CEC	3.2	13.4	6.5	64	47	64
Banque	3.8	12.0	4.0	2	2	4
ONG	2.9	4.5	6.5	4	4	7
Autres	2.8	3.5	6.5	4	2	5
Ensemble de l'échantillon	3.1	12.3	6.4	74	55	80

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	45	2	0	17	64
Banque	4	0	0	0	4
ONG	5	1	0	1	7
Autres	3	0	0	2	5
Ensemble du secteur	57	3	0	20	80
Pourcentage	71.25%	3.75%	0.00%	25.00%	100.00%

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	12	5	13	34	64
Banque	1	0	1	2	4
ONG	3	0	3	1	7
Autres	0	1	3	1	5
Total	16	6	20	38	80
Pourcentage	20.00%	7.50%	25.00%	47.50%	100.00%

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
Type d'institution					
CEC	14	10	12	28	64
Banque	2	2	0	0	4
ONG	4	1	2	0	7
Autres	3	0	1	1	5
Total	23	13	15	29	80
Pourcentage	28.75%	16.25%	18.75%	36.25%	100.00%

4. ASPECTS MARKETING

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le produit-mix et la tarification

1. LE PRODUIT MIX

Le produit mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la micro finance tend à se diversifier à la faveur de la nouvelle technologie de l'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble au moins cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 20 IMF fournissent des services de change, 20 fournissent des services de chèque et 17, des services de coffre fort. D'un autre côté, 29 (41%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages « sms », e-mail) et 20 (25%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

i. Tarification des prêts et des dépôts

Le taux d'intérêt offert par les IMF sur les ressources de la clientèle sont en moyenne plus élevé que ceux offerts par les banques mais le taux varie en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5% le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (flat dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 73.98%. Ce taux effectif variant de 71 à 98% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ça devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CREDITS ET DES RESSOURCES

Marketing	Ensemble de l'échantillon		CEC	2007: type d'institution		
	2008	2007		Banque	ONG	Autres
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	11	nd	8	0	0	3
# d'inst. offrant le service de change	20	nd	18	0	0	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	0	1	2
# d'inst. offrant le service de chèque	20	nd	19	0	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	17	nd	17	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	0	nd	0	0	0	0
Technologies utilisées						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	29	nd	22	1	3	3
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	nd	1	0	0	0

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2007: type d'institution			
# d'inst. utilisant les cartes à puce	4	nd	2	0	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	20	nd	8	2	5	5
Pricing effectif						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.98%		71.10%	96.88%	82.46%	80.62%
Rémunération effective du passif	4.20%	5.13%	1.94%	4.37%	6.02%	6.37%

5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIÉES

1. STRUCTURE FINANCIERE

Le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est 22.47% au 30 septembre 2008 et s'écarte négativement de son niveau de celui de 2007 où il était à 26.10%. Ce ratio consolidé des 80 IMF de l'échantillon est donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 24 et 48% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont ensemble un niveau de capitalisation de 10.03%.

La structure du passif des IMF de l'étude est prédominée dans l'ensemble par des emprunts institutionnels (46.2%). Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations, en dehors de fonds propres, sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales. A noter que la situation décrite ci-dessus a légèrement évolué de 2007 à 2008. Le ratio de capitalisation a régressé de 3.6 points de pourcentage, alors que le poids des dépôts par rapport à l'ensemble de passif a augmenté d'un (1) point.

2. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

3. AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.05, en 2008 en baisse de 0.11 point par rapport à 2007 où il était de 1.16. Ce coefficient est au-dessus de son seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) pour les sous-secteurs des banques et des Caisses Populaires (CEC) seulement. Les ONG et les Fondations/Associations... sont à 95% et 84% respectivement du seuil d'admissibilité. En ce qui concerne l'autosuffisance financière, elle est passée de 0.94 en 2007 à 0.71 en 2008, conséquence de la détérioration des indicateurs d'efficacité opérationnelle mentionnée précédemment. A noter que le coefficient d'autosuffisance financière est en dessous de son seuil d'admissibilité pour tous les types d'institution, à l'exception de quelques IMF classées dans la catégorie « Banque » (succursales, satellites et unités spécialisées de banques commerciales).

4. RENTABILITE DE L'ACTIF (ROA) ET DES FONDS PROPRES (ROE)

La rentabilité de l'investissement en termes d'actif est de 1.52% en 2007. En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), il est établi à 5.92%, soit une baisse de 13 points de pourcentage par rapport à 2007. Il s'agit là d'une basse spectaculaire de performance due essentiellement aux difficultés rencontrées par quelques grandes institutions appartenant au secteur non coopératif .

Cette détérioration de la situation de ce sous-secteur en 2008 est attribuable à la dérive des frais généraux au niveau des frais du personnel pour certains et d'une baisse des revenus d'intérêts sur prêts pour d'autres, consécutive à une baisse du portefeuille brut.

5. RENDEMENT BRUT ET MARGE D'INTERMEDIATION

Le rendement brut du portefeuille mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen est passé de 55.62% en 2007 à 46.15% en 2008. Cette diminution de près de 9 points de pourcentage n'a pas pu être compensée par la réduction du coût des fonds enregistrée au cours de la période. En effet, le croisement du coût moyen du passif est passé de 5.13% en 2007 à 4.20% en 2008, laissant une marge d'intermédiation de 41.96%, en baisse de 8.5 points par rapport à 2007.

Le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (73.98%) et le taux de rendement brut du portefeuille (46.15%) reste un sujet de préoccupation. Le rapport entre ces deux taux est de 62%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 38%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (38% Vs 14.58%) Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

A noter que le niveau apparemment élevé du taux d'intérêt effectif (73.98%) est justifié dans le secteur de la microfinance par le haut niveau de risque (secteur très sensible au contexte sociopolitique), le niveau élevé des coûts opérationnels par unité monétaire prêtée et aussi le coût des fonds. En effet, certaines institutions de microfinance (notamment les ONG et Associations) empruntent des banques aux conditions du marché des prêts aux entreprises formelles pour financer leurs opérations de crédit.

6. EFFICIENCE OPERATIONNELLE

Une baisse non négligeable d'efficience a été enregistrée au cours de l'exercice 2007-2008 dans le secteur de la microfinance, où les dépenses opérationnelles sont passées à 39.42% du portefeuille brut (elles étaient à 36.9% en 2006-2007) et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale ont atteint 5.1 millions de gourdes, soit une augmentation de 8,6% par rapport à leur niveau de 2007.

7. PRODUCTIVITE DU PERSONNEL

Avec 65 emprunteurs et 1.17 million de gourdes de portefeuille par employé en 2008, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, et en légère baisse par rapport à 2007 où chaque employé gérait 68 emprunteurs et un portefeuille de 1.15 million de gourdes. Ces ratios mettent en évidence le pourquoi de l'inertie des coûts opérationnels en matière de microfinance en Haïti, où les salaires sont relativement élevés (dans le secteur de la microfinance) et où la productivité du personnel est aux environs de 1/3 itée de celle de la plupart des pays de la Région. A noter que le nombre de prêts par employé de microfinance en République Dominicaine est de 194 et 194 au Mexique (réf : Mix Market).

8. QUALITE DE L'ACTIF

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

i. La qualité du portefeuille

Le portefeuille consolidé de 80 IMF analysées s'est légèrement détérioré en 2008 par rapport à 2007 avec un taux de portefeuille à risque passant de 12.34% à 14.58%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 44/46% et 75.39% en 2008 et 2007 respectivement. Pendant cette période la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien varie en sens inverse de celui des IMF, passant de 9.98% à 9.69%.

ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux est établi à 43.86% en 2008 et à 41.15% en 2007 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudemment admissibles, dans le secteur de la micro finance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 73/73%. Ce qui suggère que dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.68 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

Les ressources des IMF sont investies à 71.43% dans des actifs générateurs de revenus par nature, dont le portefeuille de crédit qui reçoit 59.25% de l'ensemble des ressources des 80 IMF de l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 11% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (Encaisse, immobilisation, autre actif) ils comptent pour 29.75% du total, avec une certaine prédominance des liquidités (15% de l'actif). A noter que le niveau des liquidités est dû essentiellement aux CEC assujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.

1. EMPLOIS DIRECTS

Les 80 institutions étudiées emploient un total de 2,613 personnes dont 1,776 hommes et 837 femmes, percevant un salaire global de 633 millions de gourdes. A ces 2,613 emplois, il faut ajouter aussi le

nombre d'emprunteurs, vu qu'en micro crédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 171,976 emplois directs soit une moyenne de 2,150 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, vu que certaines micro entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

2. VALEUR AJOUTEE GENEREE ET REVENUS DE SALAIRES

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 1.38 milliards de gourdes. Un total de 0.63 milliard de cette valeur ajoutée (soit 45.85%) va en rémunération des employés de ces IMF. Ce qui représente un revenu par employé de 250,826 gourdes, soit 8 fois le revenu per capita en Haïti en 2008, d'après les statistiques officielles et provisoires.

ENCADRE 2: SYNTHÈSE

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2008 par type d'institution			
	2008	2007	CEC	Banque	ONG	Autres
Structure financière						
Ratio de capitalisation	22.47%	26.10%	24.40%	27.71%	48.06%	10.03%
Coefficient de levier financier	4.45	3.83	4.10	3.61	2.08	9.97
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	56.4%	48.9%	119.3%	1.1%	19.8%	65.1%
Rapport Dépôts/Total ressources	36.1%	33.5%	67.2%	0.9%	14.0%	38.1%
Ratio Dépôts/Total du passif	47.5%	46.4%	89.0%	1.2%	33.1%	44.2%
Endettement financier institutionnel	46.2%	49.1%	4.3%	91.9%	40.7%	52.3%
Performance financière						
ROA	1.52%	5.23%	3.58%	7.64%	-1.94%	-7.29%
ROE	5.92%	18.90%	14.26%	26.42%	-3.22%	-44.96%
Autosuffisance opérationnelle	1.05	1.16	1.30	1.18	0.96	0.84
Marge et rendement						
Marge nette	4.47%	13.71%	23.22%	15.32%	-4.54%	-19.23%
Taux de rendement brut de l'actif	34.10%	38.15%	15.41%	49.86%	42.72%	37.91%
Taux de rendement brut du portefeuille	46.15%	55.62%	24.40%	64.43%	103.32%	62.40%
Taux de rendement réel du portefeuille	22.00%	44.09%	3.84%	37.26%	69.72%	35.56%
Coût moyen des dettes	4.20%	5.13%	1.94%	4.37%	6.02%	6.37%
Marge brute d'intermédiation	41.96%	50.49%	22.46%	60.06%	97.31%	56.03%
Efficience opérationnelle						
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	39.42%	36.90%	14.22%	43.80%	47.41%	61.29%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	21.51%	17.67%	5.95%	19.81%	32.49%	40.09%
Coût opérationnel par emprunteur	6,947	6,293	5,555	17,782	3,186	5,111
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.26	0.25	0.08	0.35	0.35	0.37
Coût opérationnel par agence	5,125,503	4,716,179	1,741,931	10,392,392	2,218,032	6,800,857

ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2008 par type d'institution			
Productivité						
Nombre d'emprunteurs par employé	65	68	44	43	80	83
Portefeuille brut par employé	1,178,081	1,153,664	1,716,301	1,854,085	577,438	713,700
Nombre d'épargnants volontaires par employé	171	138	408	8	49	171
Volume d'épargne volontaire par employé	554,601	455,834	1,610,922	20,884	28,272	451,786
Qualité du portefeuille						
Pourcentage du portefeuille à risque	14.58%	12.34%	23.67%	7.77%	24.04%	11.00%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	44.46%	75.39%	27.80%	85.85%	87.21%	26.98%
Taux de l'actif générateur de revenus	71.43%	71.31%	66.00%	81.23%	68.93%	68.40%
Performance socio-économique						
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	1,520,103,339	1,563,710,705	239,811,914	703,451,196	104,847,640	471,992,590
Valeur ajoutée directe	1,381,251,792	1,411,601,361	217,136,325	659,599,576	98,974,420	405,541,472
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	45.85%	35.19%	24.68%	33.50%	59.12%	74.05%
Valeur ajoutée directe par institution	17,265,647	17,645,017	3,392,755	164,899,894	14,139,203	81,108,294
Rémunération par employé	250,826	203,843	97,778	367,028	184,592	283,825
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de						
la microfinance et le revenu per capita du pays	7.9	7.2	3.1	11.6	5.8	9.0

ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2008 par type d'institution			
Marketing						
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	11	nd	8	0	0	3
# d'inst. offrant le service de change	20	nd	18	0	0	2
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	0	1	2
# d'inst. offrant le service de chèque	20	nd	19	0	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	17	nd	17	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	0	nd	0	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	29	nd	22	1	3	3
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	4	nd	2	0	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	20	nd	8	2	5	5
<i>Pricing effectif</i>						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.98%		71.10%	96.88%	82.46%	80.62%
Rémunération effective du passif	4.20%	5.13%	1.94%	4.37%	6.02%	6.37%
Gouvernance et caractéristiques managériales						
Nombre de niveaux de management	3	nd	3	4	3	3
Nombre d'institutions ayant un CA	74	nd	64	2	4	4
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	54	nd	47	1	4	2
Nombre de réunions du CA par années	14	nd	14	32	16	4
Nombre de membres du CA	6	nd	6	4	7	7

ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2008 par type d'institution			
Qualité du système de gestion administrative		nd				
Très bonne (nombre d'institutions)	46/80	nd	41/64	3/4	2/7	0/5
Bonne	4/80	nd	2/64	0/4	2/7	0/5
Moyenne	5/80	nd	3/64	1/4	1/7	0/5
Nécessitant des profondes améliorations	22/80	nd	18/64	0/4	1/7	3/5
Qualité du système de gestion financière						
Très bonne (nombre d'institutions)	14/80	nd	9/64	1/4	4/7	0/5
Bonne	7/80	nd	5/64	0/4	1/7	1/5
Moyenne	22/80	nd	17/64	1/4	1/7	3/5
Nécessitant des profondes améliorations	37/80	nd	33/64	2/4	1/7	1/5
Qualité du "credit process" dans son ensemble						
Bon	20/80	nd	13/64	2/4	3/7	2/5
Acceptable	13/80	nd	9/64	1/4	2/7	1/5
Insuffisant	18/80	nd	15/64	1/4	1/7	1/5
Questionnable	29/80	nd	27/64	0/4	1/7	1/5

V. ANALYSE INFÉRENTIELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.

La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous population

Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS

Le marché formel de la micro finance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

L'actif total ou la taille du bilan consolidé

Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs

Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants

Les revenus bruts générés par le secteur

Les bénéfices générés

Le nombre d'emplois créés ou garantis

La valeur ajoutée directe.

2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les moyennes caisses bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoignent le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, ensuite la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.

1. TAILLE ET REPARTITION DU MARCHE EN TERMES D'ACTIF, DE PORTEFEUILLE ET D'EPARGNE.

L'actif total du secteur formel de la micro finance est de 6.32 milliards de gourdes au 30 septembre 2007, repartis entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 22.9% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 4.03 milliards de gourdes, pour 260,278 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, le secteur a en collecté au 30 septembre 2008 2.6 milliards de gourdes auprès de 799,455 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 37.93% du portefeuille et 69.09% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 27.65% du portefeuille.

Il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie « Autres » (Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent 53.72 de l'effectif des emprunteurs du secteur.

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2008

Volume (en HTG)				
Type d'IMF	Portefeuille	%	Dépôts	%
CEC	1,531,249,525	37.93%	1,795,481,132	69.09%
Banques	1,116,159,266	27.65%	12,571,999	0.48%
ONG	251,597,801	6.23%	49,786,915	1.92%
Autres	1,138,065,679	28.19%	740,964,200	28.51%
Total	4,037,072,271	100.00%	2,598,804,246	100.00%
Structure du secteur				
	#emprunteurs	%	#déposants	%
CEC	52,110	21.28%	469,870	58.77%
Banques	26,156	10.68%	4,585	0.57%
ONG	35,064	14.32%	47,039	5.88%
Autres	131,576	53.73%	277,962	34.77%
Total	244,906	100.00%	799,455	100.00%

2. REVENUS BRUT GENERES ET PROFITS REALISES

Le secteur génère pour l'exercice 2007- 2008 des revenus bruts annuels de 1.9 milliards de gourdes, soit une baisse de 5% par rapport à 2006-2007. Le profit avant impôt est de 38.7 millions, à peine 16% de

celui de l'exercice précédent. Autant dire que 2008 n'a pas été une bonne année pour le secteur de la microfinance en Haïti. Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.

3. VALEUR AJOUTEE ET EMPLOIS

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.7 milliards de gourdes, soit 0.61% du PIB. Il emploie directement 3,909 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 260,278 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 264,187.

ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES

Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Nombre de déposants	12,903	3,513	1,567	119	1,146	4,704	39,709
Nombre de déposants volontaires	11,830	3,210	1,351	14	1,146	2,134	38,944
Nombre de déposés obligés	1,074	303	217	104	-	2,570	765
Nombre d'emprunteurs	1,089	304	229	140	6,539	3,506	18,797
Hommes	623	191	114	77	2,720	682	1,745
Femmes	466	113	116	63	3,819	2,824	17,052
Volume de dépôts	73,825,035	11,058,111	4,139,541	273,896	3,143,000	4,978,691	105,852,029
Volume de dépôts volontaires	58,435,986	8,627,786	3,169,297	125,056	3,143,000	1,231,849	102,916,784
Volume de dépôts obligatoires	15,389,049	2,430,325	970,245	148,840	-	3,746,842	2,935,244
Portefeuille brut	59,804,428	9,549,302	3,737,503	885,516	279,039,817	25,159,780	162,580,811
Actif total	111,911,633	15,397,323	5,290,001	866,432	362,397,722	37,663,648	275,366,875
Revenus bruts	15,859,942	1,874,989	1,051,302	259,449	175,862,799	14,978,234	94,398,518
Bénéficiaire net	4,367,286	298,679	2,748	(58,037)	26,947,129	(679,974)	(18,155,224)
Apport socio-économique							
Nombre d'emplois directs	25	8	5	2	151	44	228
Valeur ajoutée	14,406,030	1,696,233	1,001,030	192,947	164,899,894	14,139,203	81,108,294

ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHE AU 30/9/08 A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

Population totale d'IMFs	12	44	101	18	4	10	7	196
Nombre de déposants	154,841	154,592	158,301	2,136	4,585	47,039	277,962	799,455
Nombre de déposants volontaires	141,957	141,252	136,417	260	4,585	21,341	272,607	718,419
Nombre de déposés obligés	12,885	13,340	21,883	1,876	-	25,697	5,355	81,036
Nombre d'emprunteurs	13,069	13,361	23,163	2,517	26,156	35,064	131,576	244,906
Hommes	7,475	8,396	11,480	1,382	10,881	6,821	12,214	58,650
Femmes	5,594	4,964	11,682	1,135	15,275	28,243	119,363	186,256
Volume de dépôts	885,900,423	486,556,888	418,093,689	4,930,131	12,571,999	49,786,915	740,964,200	2,598,804,246
Volume de dépôts volontaires	701,231,835	379,622,590	320,098,970	2,251,015	12,571,999	12,318,492	720,417,491	2,148,512,392
Volume de dépôts obligatoires	184,668,588	106,934,297	97,994,719	2,679,117	-	37,468,423	20,546,709	450,291,853
Portefeuille brut	717,653,137	420,169,286	377,487,821	15,939,282	1,116,159,266	251,597,801	1,138,065,679	4,037,072,271
Actif total	1,342,939,594	677,482,218	534,290,120	15,595,784	1,449,590,886	376,636,475	1,927,568,122	6,324,103,200
Revenus bruts	190,319,306	82,499,494	106,181,467	4,670,074	703,451,196	149,782,342	660,789,625	1,897,693,504
Bénéfice net	52,407,431	13,141,897	277,574	(1,044,663)	107,788,516	(6,799,744)	(127,086,570)	38,684,441
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	303	332	539	38	602	436	1,595	3,845
Valeur ajoutée directe	172,872,358	74,634,267	101,104,010	3,473,051	659,599,576	141,392,028	567,758,060	1,720,833,350

VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance, trouvés à partir de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2008 par rapport à celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles)

1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.

Une telle comparaison a pour utilité de déterminer le poids réel de l'échantillon par rapport à la population totale d'IMF. Ce qui permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part. Le tableau 18 suivant montre que si l'échantillon représente 40.82% de la population d'IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 76% du portefeuille brut consolidé et de la taille du bilan, environ 67% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	80	40.82%
Nombre d'emprunteurs	244,906	169,363	69.15%
Nombre de déposants	799,455	491,424	61.47%
Taille du bilan	6,324,103,200	4,814,956,915	76.14%
Portefeuille brut	4,037,072,271	3,078,324,549	76.25%
Volume de dépôts	2,598,804,246	1,737,293,699	66.85%

2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2008 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur deux (2) années consécutives (2007 et 2008). Les données de 2007 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2008 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison temporelle, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant d'analyser l'évolution de la taille du secteur en 2006, 2007 et 2008, selon différents indicateurs y relatifs. Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance en Haïti.

Tableau 18a: Rapprochement de 2006, 2007 et 2008

	2008	2007	2006	Taux de croissance 2007 à 2008	Taux de croissance annuel 2006-2008
Nombre d'emprunteurs	244,906	238,432	191,649	2.72%	13.04%
Nombre de déposants	799,455	641,836	401,359	24.56%	41.13%
Taille du bilan	6,324,103,200	5,383,528,525	4,931,943,557	17.47%	13.24%
Portefeuille brut	4,037,072,271	3,687,117,345	3,193,600,952	9.49%	12.43%
Nombre d'emprunteurs	2,598,804,246	2,055,989,744	1,927,997,052	26.40%	16.10%

3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire. Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que si la taille du bilan du secteur de la microfinance est de 7% de celle du système bancaire, le portefeuille brut en représente, par contre, jusqu'à 15%. Mais les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs, avec le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance qui est plus de 6 fois celui des banques et un nombre déposants qui atteint plus (38%) des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent presque autant d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDES: EXERCICE 2007-2008

(Analyse comparative)

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Revenus bruts	(En 000 Gourdes)		
Revenus de crédit	1,359,110	1,670,814	3,529,438
Revenus de placements	19,788	26,299	1,206,955
Autres revenus	141,205	200,581	2,749,273
Total revenus bruts	1,520,103	1,897,694	7,485,666
Dépenses d'intérêt	138,852	176,860	1,068,552
Produit Net Bancaire	1,381,252	1,720,833	6,417,114
Charges d'exploitation			
Frais du personnel	633,335	820,658	1,847,675
Autres charges	527,591	647,919	2,856,565
Total charges d'exploitation	1,160,926	1,468,577	4,704,240
Résultat avant provision	220,325	252,256	1,712,874
Provisions pour pertes de l'exercice	152,399	213,572	116,024
Résultats avant impôt	67,926	38,684	1,596,850

TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2008
(Analyse comparative) - En milliers de gourdes sauf indication contraire

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Encaisse	668,152	959,531	35,518,603
Placements et assimilés	570,709	704,420	26,967,352
Portefeuille net	2,869,369	3,753,601	29,180,776
Immobilisations nettes	316,766	402,724	4,266,677
Autres actifs	391,248	514,038	4,368,142
Total actif	4,816,245	6,334,315	100,301,549
<u>Passif et fonds propres</u>			
Dépôts	1,737,294	2,596,887	84,724,658
Autres dettes	1,916,856	2,248,761	9,065,660
Total passifs	3,654,149	4,845,648	93,790,318
Fonds propres	1,162,096	1,481,587	6,511,231
Total passif et fonds propres	4,816,245	6,327,235	100,301,549
Hors bilans			
Ajustement requis (autres actifs)	0	(7,080)	0
Total actif brut	5,354,304	7,012,937	102,307,429
Portefeuille brut	3,068,932	4,037,072	31,186,655
Prov. pr créances douteuses	199,562	283,471	2,005,880
Portefeuille de crédit échu	448,884	616,089	3,021,709
Nombre de prêts	169,363	244,906	63,597
Nombre de dépôts	491,424	799,455	1,995,775

**TABLE 19A: (SUITE) BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2008
(Analyse comparative)**

Les Hors bilan (suite)	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Nombre de succursales	233	349	137
PAP	61	91	81
Province	172	258	56
Nbre d'employés	2613	3,845	3,909
Actif bilan et hors bilan	5,015,808	6,610,706	103,455,100
Actif équivalent risque (ou pondéré)	3,776,946	4,946,755	45,380,200
Coefficient risque de l'actif	0.75	0.75	0.44
Fonds propres (base réglementaire)	1,162,096	1,481,587	5,738,700
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	30.77%	29.95%	12.65%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	15%	15%	12%

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'étude de 2008 confirment ceux trouvés en 2007 selon lesquels la microfinance n'est loin d'être une activité marginale, mais un secteur qui s'affirme de plus en plus dans le paysage financier haïtien, et qui affiche annuellement des taux de croissance, dans la plupart des cas, plus élevés que ceux enregistrés par le système financier traditionnel. Force est cependant de souligner une importante baisse de performance dans le secteur de la microfinance pour l'année 2008 par rapport à 2007, en termes de capacité bénéficiaire. En effet, le profit du secteur est tombé à 16% de son niveau de 2007, consécutif à l'entrée dans le rouge de quelques grandes IMF non coopératives. Cette situation est attribuée à la détérioration des conditions socio-économiques du pays suite au passage de plusieurs cyclones. A noter que la ville des Gonaïves, point de concentration d'importantes activités de microfinance a été la principale victime du cyclone Hanna l'année dernière, ayant causé des dégâts évalués à plusieurs centaines de millions de dollars et des pertes importantes pour des institutions de microfinance.

Cependant, cette situation n'a pas empêché le secteur de continuer à croître ni à se diversifier. En effet, aujourd'hui les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/08, la taille consolidée du bilan est de 6.3 milliards de gourdes soit 6.25% de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille consolidé de 4.03 milliards de gourdes n'en représente pas moins de 13.42%, pour 4.29 fois plus d'emprunteurs (en excluant des données du secteur bancaire le nombre d'emprunteurs et le volume de crédit des IMF consolidées avec des banques). Par ailleurs, le secteur de la microfinance offre à 799.455 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait 2.5 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2006 à 2008 tous les indicateurs de taille de la microfinance ont favorablement varié de 13 à 41% en moyenne par année. L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieux défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a autant de personnes qui travaillent dans le secteur de la microfinance que dans le secteur bancaire formel (4,000 environ). De plus, les 244,905 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.7 milliards de gourdes dont plus de 45% vont à la

rémunération du facteur travail (salaire). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 7.9 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de six (6) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 58 des 74 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de taille du marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.
- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micro et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 20,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 14,000 gourdes par ha, soit 2.8 milliards de gourdes pour les 20,000 hectares inventoriés dans la Vallée.

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 10.4 milliards de gourdes contre 4.03 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'extension du marché actuel de microcrédit pour inclure ces filières et d'autres, impliquera plus de risque pour les IMF et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.

Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre réglementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre dans un avenir proche la forme d'assistance dans la conception de nouveaux produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « crédit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.

VII. ANNEXES

1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présentent de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calculs que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

1. QUALITE DE L'ACTIF

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

2. PORTEFEUILLE A RISQUE

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut

3. TAUX DE REMBOURSEMENT

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100 gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu

TRN = Recouvrement courant / Montant attendu

TRC = Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période / Montant cumulatif des échus cumulés sur la période

4. POLITIQUE DE CREDIT

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.

vii. **Durée des prêts**

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

5. **STRUCTURE FINANCIERE**

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

6. **PERFORMANCE FINANCIERE**

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

i. **Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)**

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes

ii. **Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)**

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses **coûts** récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)

Aux fins de calculs du CASF ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

iii. **La marge d'intermédiation**

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est **la** différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

iv. **Efficacité administrative**

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou **succursale**. En

effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

7. PRODUCTIVITE

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

8. METHODOLOGIE DE CREDIT

i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur au moins d'une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC, qui permettra à cette dernière de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement

iv. Mutuelle de solidarité (MS)

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)

9. LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach) (Analyse descriptive)	Analyser le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	Nombre total d'emprunteurs actifs	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		Portefeuille brut (HTG)	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		Portefeuille moyen par emprunteur	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)	Total portefeuille brut / # d'institutions
		Nombre d'épargnants et de comptes	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires./ # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		# moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		Volume des épargnes (HTG)	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires/ Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		Epargne moyenne par épargnant et par compte	Solde des comptes d'épargne volontaires/ # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
		Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)	Solde des comptes d'épargne volontaires./ # d'institutions

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères financiers	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	Structure financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio de capitalisation 2. Coefficient de levier financier 3. % du portefeuille financé par des dépôts 4. % des ressources totales venant des déposants 5. % des dettes provenant des déposants 6. Taux d'endettement financier institutionnel 	Les ratios d'endettement <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonds propres / Actif total 2. Dettes totales / Actif total 3. Total dépôts / Portefeuille brut 4. Total dépôts / Actif total 5. Total dépôts / Total dettes 6. Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes
		Performance financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendement de l'actif (ROA) 2. Rendement des fonds propres (ROE) 3. Autosuffisance opérationnelle 4. Autosuffisance financière 	Ratios de rentabilité <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Actif total moyen 2. Bénéfice net / Fonds propres moyens 3. Revenus d'exploitation normale / (dépendances d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)
		Marge et rendement <ol style="list-style-type: none"> 1. Marge nette 2. Taux de rendement brut de l'actif 3. Taux de rendement brut du portefeuille 4. Taux de rendement réel du portefeuille 5. Coût moyen de dettes 6. Marge d'intermédiation 	Ratios de marge et de rend. <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation 2. Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen 3. Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen 4. Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.) 5. Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes. 6. Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	Efficacité <ol style="list-style-type: none"> Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut Rémunération du personnel en % du portefeuille brut Coût par emprunteur Coût par prêt Coût par gourde d'actif Coût par succursale 	Ratio d'efficacité opérationnelle <ol style="list-style-type: none"> Dép. D'exploitation / PF brut moyen Frais de personnel / PF brut moyen Dép. D'exploitation / # emprunteurs Dép. D'exploitation / # prêts Dép. D'exploitation / actif total moyen Dép. D'exploitation / #succursales
		Productivité <ol style="list-style-type: none"> # emprunteurs par employé #emprunteurs par agent de crédit # prêts par employé # prêts par agent de crédit #Epargnants volontaires par employé #comptes d'épargne volontaire par employé 	Ratios de productivité <ol style="list-style-type: none"> # emprunteurs./ # employés # emprunteurs / # agents crédit # prêts / # employés # prêts / #agents de crédit # épargnants Vol./ # employés #comptes d'épargnants. Vol / # employés NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	<ol style="list-style-type: none"> Taux de contamination du portefeuille Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours Taux de provisionnement du portefeuille affecté Taux de l'actif générateur de revenus par nature 	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Valeur ajoutée directe 2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail 3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita 3. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes s utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de produits offerts 2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire) 3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles 4. # d'instrument de crédit disponible 5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir) 6. #d'instruments autre que l'épargne et crédit disponibles 7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit 8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit 9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décompte ou sommation 2. Décompte ou sommation 3. Décompte ou sommation 4. Décompte ou sommation 5. Décompte ou sommation 6. Tris à plat ou tableaux de fréquence 7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit 8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes 2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion 3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration 4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit (Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux) 2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel : 3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personne d'opérations % personnel de marketing % du personnel d'administration 4. % du personne ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : <ul style="list-style-type: none"> • Actif total • Portefeuille • Epargne • Autres ressources externes • Fonds propres • Nombre de déposants • Nombre d'emprunteurs • Nombre d'employés • Valeur ajoutée directe Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement (en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
Finances publiques							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 (SUITE) SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 À 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
Taux d'alphabétisation des adultes						48.8	49.8
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement (en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
Finances publiques							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21 (SUITE) : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 À 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN

1. ORIGINES DE L'ECART DE CAPACITE BENEFICIAIRE ENTRE 2006 ET 2007

	2007	Valeur	2006	Valeur	
Source de performance comparative		comparative		comparative	
Meilleur pricing des prêts	•	6,518			
Meilleur rendement sur les placements			•	107,241	
Meilleure composition de l'actif			•	71,301	
Meilleure contribution des autres revenus	•	80,320			
Meilleur coût des fonds			•	154,281	
Meilleure composition du passif	•	10,451			
Meilleur contrôle des salaires			•	150,634	
Meilleure productivité du personnel	•	125,905			
Meilleur contrôle des dépenses par succursale			•	2,790	
Meilleure productivité du réseau	•	44,809			
Meilleur contrôle des frais généraux directs	•	197,816			
Meilleure taille des comptes			•	133,444	
Ecart sur dépenses d'amortissement			•	30,609	
Plus faible "provisionabilité" des prêts improductifs	•	123,694			
Plus faible improductivité du portefeuille	•	18,889			
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	45,762			
Meilleur taux d'imposition	•	19,280			
Effet base imposition			•	8,726	
Effet taille globale	•	45,348			
Ecart de profit	•	59,764			
Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL					
	2007	Niveau	2006	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau	•	133		145	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondéré)	•	7.01%		5.30%	
Meilleure capitalisation (Cooke)	•	19.04%		14.35%	C
Meilleure qualité de l'actif (plus faible taux d'improductivité)	•	9.98%		11.14%	A
Meilleur coefficient d'exploitation		73.01%	•	70.66%	M
Meilleure prime par unité de risque financier	•	0.0012		0.0011	E
Meilleure position des liquidités		33.97%	•	34.03%	L

Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

2. SECTEUR BANCAIRE : BILANS COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
ACTIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Disponibilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Encaisse	961,163	1,059,498	1,538,800	1,561,756	2,196,234	2,998,826	2,750,727	3,131,435	3,280,391	3,028,954
Avoirs à la Banque	3,259,341	3,271,679	5,941,369	7,120,504	7,796,382	11,595,639	16,069,777	14,692,435	16,312,632	18,252,219
Avoirs à l'étranger	904,645	872,116	2,462,150	1,841,044	2,022,444	2,279,350	1,451,119	3,130,040	3,038,875	3,343,820
Avoirs dans les Banques locales	230,341	240,331	91,340	320,054	790,939	1,069,314	1,468,027	1,204,030	1,452,562	1,726,469
Autres Liquidités	425,181	468,062	558,133	619,413	740,796	1,052,053	714,218	1,005,051	1,057,011	1,715,074
	5,780,671	5,911,685	10,591,793	11,462,771	13,546,795	18,995,182	22,453,868	23,162,991	25,141,472	28,066,536
Bons B.R.H	1,666,868	3,099,604	1,358,623	2,777,000	3,151,417	3,818,000	3,543,775	5,527,100	7,683,507	9,008,380
Autres Placements	1,058,990	1,369,154	2,999,245	2,511,709	3,236,215	7,448,054	7,303,934	10,359,554	12,684,076	12,128,584
Portefeuille Net	7,963,443	8,546,407	11,377,844	10,576,882	12,161,804	16,228,318	17,059,241	20,724,021	20,486,580	22,564,576
Immobilisations	1,021,277	1,207,805	1,506,885	1,757,347	1,987,371	2,387,724	2,810,292	3,409,020	4,305,416	4,425,368
Autres Actifs	719,672	962,527	1,121,419	1,207,942	1,243,768	2,039,200	2,759,913	2,627,957	2,218,356	3,570,813
	12,430,250	15,185,497	18,364,016	18,830,880	21,780,575	31,921,295	33,477,155	42,647,652	47,377,935	51,697,721
Total Actif	18,210,921	21,097,182	28,955,809	30,293,651	35,327,370	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,407	79,764,257
PASSIF										
Dépôts										
A vue	3,791,242	4,560,733	5,732,860	6,087,011	8,268,674	11,073,163	13,002,480	16,697,374	18,071,251	19,978,076
Épargne	6,477,155	7,746,820	9,924,884	10,168,704	12,219,239	17,234,819	18,417,050	22,799,131	24,185,085	25,373,571
A terme	5,080,010	5,888,936	8,842,139	9,732,607	9,716,605	14,721,008	16,637,631	17,274,644	19,054,885	20,679,019
	15,348,406	18,196,488	24,499,884	25,988,322	30,204,518	43,028,990	48,057,161	56,771,149	61,311,221	66,030,665
Obligations à vue										
Banques locales	328,039	60,500	62,827	29,000	302,704	497,670	410,495	375,605	193,271	818,703
Banques à l'étranger	13,805	-	-	889	-	-	-	157,029	-	436,576
Autres	908,018	1,198,677	1,144,133	1,366,466	1,315,525	2,406,991	2,470,570	2,390,795	2,605,500	2,987,055
	1,249,862	1,259,177	1,206,960	1,396,356	1,618,229	2,904,660	2,881,065	2,923,430	2,798,771	4,242,334
Obligations à terme										
Banques locales	27,155	60,691	722,475	128,505	224,048	363,614	241,755	372,820	234,775	516,722
Banques à l'étranger	-	-	44,305	48,436	129,457	79,848	69,964	103,302	74,346	-
Autres	277,803	272,439	347,071	398,213	391,066	781,904	726,303	1,055,618	1,002,212	1,175,574
	304,958	333,130	1,113,851	575,155	744,571	1,225,366	1,038,022	1,531,740	1,311,332	1,692,296
Autres Passifs	268,250	219,895	685,155	578,003	719,640	1,027,235	1,007,272	1,288,244	3,257,712	2,210,465
	17,171,477	20,008,690	27,505,850	28,537,835	33,286,958	48,186,252	52,983,520	62,514,562	68,679,037	74,175,761
AVOIR DES ACTIONNAIRES										
Capital versé	634,721	635,085	843,977	904,916	933,316	990,815	1,127,938	1,408,213	3,592,994	1,770,760
Réserves	181,098	74,006	146,467	185,842	247,231	363,410	450,263	377,699	918,333	836,936
Surplus d'Apport	38,338	102,702	52,561	84,973	96,204	108,298	65,641	402,763	(1,138,739)	491,419

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
BNR	185,286	276,698	406,955	580,087	763,660	1,267,703	1,303,661	1,107,406	467,782	2,489,382
	1,039,444	1,088,491	1,449,959	1,755,817	2,040,411	2,730,225	2,947,503	3,296,081	3,840,369	5,588,496
Total Passif + Capital	18,210,921	21,097,181	28,955,809	30,293,652	35,327,369	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,406	79,764,257

Source : BRH

3. SECTEUR BANCAIRE : COMPTES D'EXPLOITATION COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
MARGE NETTE D'INTERET										
Revenus d'intérêt/										
Prêts	1,504,831	1,432,025	1,757,653	2,431,003	2,188,746	3,120,670	3,486,213	2,773,314	3,138,658	3,373,366
Autres (incluant Bons B.R.H)	327,081	323,940	566,992	742,933	568,864	953,093	1,471,975	731,881	1,744,273	1,889,636
	1,831,913	1,755,965	2,324,645	3,173,936	2,757,610	4,073,763	4,958,188	3,505,196	4,882,931	5,263,002
Dépenses d'intérêt	810,573	699,336	925,122	1,440,463	907,849	1,399,232	2,225,525	987,321	1,355,414	1,619,721
MARGE NETTE D'INTÉRÉT	1,021,340	1,056,629	1,399,522	1,733,473	1,849,761	2,674,531	2,732,663	2,517,874	3,527,517	3,643,281
AUTRES REVENUS										
Commissions	163,213	231,272	264,605	342,353	358,879	565,869	599,670	691,307	845,161	944,913
Gain sur change	105,569	184,459	462,947	461,237	322,266	505,436	369,303	455,225	524,065	609,174
Autres	144,371	119,764	100,002	104,010	270,656	387,282	431,727	643,715	723,993	619,452
Autres revenus	413,152	535,494	827,554	907,600	951,800	1,458,588	1,400,699	1,790,247	2,093,219	2,173,538
PRODUIT NET BANCAIRE	1,434,492	1,592,123	2,227,076	2,641,073	2,801,561	4,133,119	4,133,363	4,308,121	5,620,736	5,816,820
Prov. pour créances douteuses	93,465	106,291	146,645	174,051	185,660	184,510	299,035	298,510	166,973	38,482
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL										
& IMPÔTS SUR LE REVENU	1,341,027	1,485,832	2,080,431	2,467,022	2,615,901	3,948,609	3,834,328	4,009,612	5,453,763	5,778,338
DÉP. D'EXPLOITATION										
Salaires et Avantage Sociaux	516,002	553,606	652,782	796,158	873,036	1,037,596	1,181,995	1,259,530	1,444,379	1,618,882
Frais de locaux	51,580	52,098	68,399	101,269	130,496	189,732	227,290	246,167	267,247	252,940
Amortissement	129,607	157,492	207,101	220,102	230,626	256,498	275,524	314,237	360,742	391,351
Autres dép. d'Exploitation	478,330	466,315	613,664	848,190	992,749	1,382,608	1,618,470	1,650,038	1,899,252	1,983,811
Total dépenses d'exploitation	1,175,519	1,229,511	1,541,946	1,965,718	2,226,907	2,866,434	3,303,279	3,469,971	3,971,620	4,246,984
BÉNÉFICE AV. Impôts/Revenu	165,508	256,321	538,486	501,304	388,994	1,082,175	531,049	539,640	1,482,143	1,531,354

Impôts sur le revenu		69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258	
Valeur à régulariser		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Impôt net		69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258	
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE			95,600	196,656	432,863	381,267	316,169	834,813	428,807	398,798	1,219,332	

Source : BRH

4. LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Signes ou Abréviations	Signification
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Epargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonan Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
MSME	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banques
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

5. LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCYE FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haitienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarite de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haiti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de Coord. des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haiti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Epargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Epargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan

SIGLE	NIM
ADEPSCOJ	Association pour le Développement de la 1ère section de Jean Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECPRA	Coopérative d'Éparg. et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement Commun. pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le Dével. de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code

SMG / UNIQ/HAÏTI MSME/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

6. FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Caractéristiques institutionnelles

						Code	
1.	Nom				1A. Sigle		
2.	Nbre d'années d'activité générale		3. Nombre d'années en tant que IMF				
4.	Localisation du siège	A. Commune				B. Département	
5.	# de Bureaux dont le siège soc.		5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales
6.	Nombre d'employés	Total		6A. Hommes		6B. Femmes	7. Actif total
8.	Type d'institution (note 1)				9. Date du début de l'exercice fiscal		
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)				10A. Affiliation (note 2)		

Outreach (Etendue et portée)

11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sexe des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)				11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
	Total	-		-		-

12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sexe des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)				12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
	Total	-		-		-

b) ventilation par secteur d'activité				
Méthodologie/sexe		En % du portefeuille brut		
		au 30/9/2008		au 30/9/2007
i	Production	0.00%		0.00%
ii	Commerce			
iii	Services			
iv	Consommation			
v	Logement			
vi	Education			
Total		0.00%		0.00%

Note 1 / Type d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque Filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit						
Méthodologie/sexe		12-c-1. Nombre d'emprunteurs			12-c-2. Portefeuille brut	
		au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Port-au-prince					
ii	Provinces-zones urbaines					
iii	Zones rurales					
v	Total	-		-	-	-

13.

Nombre de déposants et de comptes

a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe	13-a-1. Nombre de déposants	
	au 30/9/2008	30/9/2007
Déposants volontaires		
i Déposants aux comptes bloqués		
ii Total	-	-

b) Nombre de comptes

	13-a-2. Nombre de comptes	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
Comptes non bloqués		
Comptes bloqués		
Total	-	-

14. **Volume de dépôts et autres ressources**

Volume de dépôts

	14-a-1. Volume de dépôts	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
Déposants volontaires		
i Déposants aux comptes bloqués		
ii Total	-	-

b) Autres ressources financières

	Montant des autres ress. Financières	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i Emprunt à taux commercial (MLT)		
ii Emprunt à taux concessionnel (MLT)		
iii Emprunt CT à taux commercial		
iv Emprunt CT à taux concessionnel		
v Autres passifs		
vi Subvention capitalisée		
vii Fonds propres		
viii Total	-	-

Qualité de l'actif

15. Qualité de l'actif

a) Qualité du portefeuille de prêts

Méthodologie/sexe		Chiffres en HTG	
		au 30/9/2008	30/9/2007
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés		
ii	Montant des provisions		
	Montant des radiations de l'année		
iii	Total	-	-

b) Structure de l'actif

		Chiffres en HTG	
		30/9/2008	30/9/2007
i	Liquidité (encaisse+Banque)		
ii	Immobilisations nettes		
	Autres actifs improductifs par nature		
iii	Total actifs stériles	-	-
iv	Portefeuille net		
v	Placement à CT et à LT		
vi	Autres actifs productifs par nature		
vii	Total de l'actif productifs par nature	-	-
viii	Total	-	-

iv	chèque	
v	Coffre-fort	

iv	Services inter-caisses	
v	Services informatisés	

Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

Gouvernance et Ressources Humaines

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

<input type="checkbox"/>	a	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles	(4 niveaux)
<input type="checkbox"/>	b	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	ou bien Directions Fonct.	(3 niveaux)
<input type="checkbox"/>		Conseil	Direction Gle			
<input type="checkbox"/>	c	Direction Gle	Directions Fonctionnelles			(2 niveaux)
<input type="checkbox"/>	d	Responsables d'unités				(structure flat)

21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2 Nombre de réunions par année

24. Veuillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée

A. Outil de Gestion administrative

	Si c'est non applicable : NA
	Date
i	Dernière révision des procédures adm.
ii	Dernière révision des procéd. comptables
iii	Dernière révision du manuel du personnel
iv	Dernière révision du manuel du personnel
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années

B. Outil de Gestion Financière

	Si c'est non applicable : NA
i	Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)
ii	Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)
iii	Montant de l'écart Budgétaire
iv	Dernière date des projections financières financières

C. Audit et evaluation

i	Date du dernier audit
---	-----------------------

ii	Date de la dernière évaluation
----	--------------------------------

25. Veuillez fournir les info suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

26. Veuillez fournir les informations suivantes

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit		Date
i	Dernière révision de la politique de crédit	
ii	Dernière révision des procédures de crédit	
iii	Dernière formation du personnel de crédit	
iv	Montant maximum de crédit par client	
v	Montant minimum de crédit par client	
vi	Durée minimum des prêts	
vii	Durée maximum des prêts	

politique des taux d'intérêt sur prêts et le m

d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des inté

i Intérêt flat

ii Intérêts prélevés d'avance

iii Intérêts sur le solde dégres

iv Autre à préciser

B. Fixation des limites internes

				Minimum	Maximum
i	Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit				
ii	Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA				
iii	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				
iv	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				

26B. Mode d'évaluation des dos

i Tradition

ii Scoring

26C. Procédures d'approbation de d

i Signatures simultanées lors de

ii Collecte de signature de chaqu

iii L'une et/ou l'autre

iv Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Téléphone 2

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :

SMG-Haïti - 722-1907, 713-9938, 242-3242

[email : smg@smghaiti.com](mailto:smg@smghaiti.com)

martine@smghaiti.com

lhermite@smghaiti.com

Note 1/ Types d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

Note 2/ Affiliation	
1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

--	--

N.B

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	NA
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	ND

7. LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS

1. SMG/UNIQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Administration, contrôle de la qualité
Esther Mahothière	Assistante Administrative, Dactylographie
Arnelle Blain	Opération de saisie et de traitement primaire des données
July Nelson	Opération de saisie et de traitement primaire des données
Marlène P. Vital	Collecte et saisie de données

2. HAÏTI MSME

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maître d'ouvrage
John Jepsen	Directeur Adjoint, Représentant du Maître d'ouvrage

3. DID

Réal DESCHENES	Assistance technique
Michelle BRETON	Assistance technique
Colette TELCERA	Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH

4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation
----------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP
-------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------

6. ANIMH

Pascale Théodate	Conseillère - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH
------------------	----------------------------------------------------------------------------------------